

## **Assemblée du parti, PBD Suisse Samedi, 22 avril 2017, Pratteln**

*Discours de Martin Landolt, Conseiller national et Président du PBD Suisse*

### **L'ordre divin**

A la fin du mois de février j'ai eu l'occasion d'assister à la première d'un film suisse au titre « L'ordre divin ». Quelques jours plus tard, je l'ai regardé une deuxième fois en amenant avec moi mes trois filles. Et je vais certainement retourner au cinéma pour le regarder une troisième et puis une quatrième fois.

Ce film documente le combat des femmes suisses pour le droit de vote qui leur a été concédé seulement en 1971. J'utilise le mot « seulement » en toute conscience, car dans le contexte international 1971 c'était tard, très tard.

La Nouvelle Zélande par exemple a accordé le droit de vote aux femmes en 1893 déjà, l'Australie en 1902. La Finlande a suivi en 1906, la Norvège en 1913, la Danemark en 1915, les Pays-Bas en 1917, la Russie (!) en 1917, la Pologne en 1918, l'Autriche 1918, les Etats-Unis en 1920, et la Suède en 1921.

La Turquie (!) a adopté le suffrage universel en 1934. Les Philippines en 1937, l'Inde en 1950, l'Iran (!) en 1963. – Et puis – justement – la Suisse en 1971...

Le film « L'ordre divin » ne détaille pas uniquement le combat impressionnant et difficile des femmes, mais montre aussi l'air du temps et – tout particulièrement – ces hommes totalement, désespérément dépassés par ce qui leur arrivait. Mais le film ne juge pas. Et ce n'est pas à nous non plus de porter un jugement – avec nos valeurs et du haut de notre vision d'aujourd'hui – sur les questions que ce combat soulevait alors.

Et pourtant, en regardant ce film, j'ai eu honte. J'ai eu honte en tant qu'homme... Non pas à cause de ces mâles d'autrefois, pour qui il allait de soi d'accepter toutes ces injustices comme partie intégrante de la réalité, de l'ordre social. Non, j'ai eu honte pour la génération des hommes d'aujourd'hui – pour nous autres hommes, pour les hommes comme moi...

Nous, qui croyons qu'avec l'introduction du droit de vote en 1971, l'égalité des sexes soit devenue un état de fait. Nous, qui, du fonds de notre fauteuil de cinéma, incrédules et l'air hilare, suivons les faits et les gestes de ces rustres de 1971 – donc de la génération de nos pères et grands-pères.

Nous devrions avoir honte – non pas des autres, mais de nous-mêmes : Car c'est un fait, une réalité sociale que cet « ordre divin » se traduit aujourd'hui encore, en 2017, en des injustices. Et nous acceptons ces injustices avec exactement la même indifférence implicite que les hommes de 1971. Tout en nous convaincant que tout cela, évidemment, a bien changé, que les choses se sont améliorées, que nous valons mieux, que nous autres hommes sommes bien meilleurs et plus modernes que nos prédécesseur en ces temps-là...

Evidemment, le vote des femmes est partie intégrante de notre quotidien. Mais ni la Suisse ni les hommes de ce pays ne devraient se monter la tête pour autant. Nous devrions plutôt nous demander sérieusement pourquoi l'égalité des salaires entre hommes et femmes n'est toujours pas atteinte. Et pourquoi personne ne crie « violation de la Constitution ! » lorsqu'elle n'est pas respectée pour de vrai.

Nous devrions donc nous demander, pour quelles raisons nous hypothéquons les chances professionnelles des femmes de façon si stupide et inutile – par exemple par des incitations fiscales négatives ou une offre insuffisante en matière de garde et d'accueil des enfants.

Il existerait des réponses à ces questions – et des réponses bourgeoises aussi, pour autant que l'on définisse bourgeoise une politique qui s'oriente aux besoins d'une société moderne, donc d'une société formée par des citoyennes aussi bien que des citoyens...

Rien que lors de la dernière session de printemps, le progrès bourgeois a été entravé par trois reprises puisque des projets du PBD allant dans ce sens ont été refusés. Par trois fois, un « ordre divin » s'est imposé, un ordre qui cimenter les injustices au quotidien helvétique et dont nous devrions avoir honte plutôt que de le pérenniser.

Nous avons proposé, par exemple, une allocation à l'initiation au travail pour promouvoir et faciliter le retour à la vie active après une période consacrée à la famille. Cela aurait notamment augmenté les chances de réinsertion professionnelle des mères de famille tout en déchargeant les employeurs – et donc l'économie. Une ébauche de solution éminemment bourgeoise et libérale pour autant que l'on soit effectivement intéressé à trouver des solutions.

De même, nous avons avancé l'idée d'élargir le cadre institutionnel pour ouvrir les partenariats sociaux aux organisations féminines. Comme on sait, le but de ces partenariats sociaux est la représentation équilibrée des intérêts des employeurs et des employées. Si l'on veut éviter de contrer les nombreux manquements et injustices vis-à-vis des femmes par des interventions étatiques, il faudrait au moins intégrer les principales intéressées aux structures déjà existantes, donc, par exemple, institutionnaliser leur participation dans les organes paritaires employeurs-salariés. – Mais le Conseil fédéral ne voit aucun besoin d'agir...

Et, en défendant le congé parental, nous nous sommes engagés pour l'égalité de traitement entre pères et mères. Car concilier famille et travail, cela ne regarde pas uniquement les mères de famille, mais tout autant les pères ou, autrement dit : les parents.

Or, la réponse du bout de la droite était assez claire : l'objectif du congé maternel c'est que les mamans puissent récupérer. Et tant que les hommes ne font pas de bébés, nul besoin de parler d'un congé parental. Paroles d'une femme, mère de trois enfants. Voilà donc, bien évidemment, à quoi ressemble l'« ordre divin » dans ce pays.

Ni la politique, ni l'économie sont capables d'éliminer des injustices évidentes. On préfère de loin mener des discussions technocratiques sur les taux de conversion et les déductions de coordination, les impôts sur le bénéfice avec déduction des intérêts et autres patent box. On préfère les applaudissements et les accolades pour avoir, après des semaines de pression, renoncé « volontairement » à une partie du bonus que l'on a l'intention de se mettre en poche malgré les pertes massives de son entreprise.

Mais dès qu'un quelconque #womensday est célébré quelque part, dès que les micros et les caméras sont sortis, les voilà tous à vouloir tricoter des bonnets roses. Et personne ne se demande combien de fois celui qui est en train de sourire à la caméra d'un air si solennel, a soutenu des états de faits injustes. Non, en Suisse on n'est pas mis au pilori parce qu'on cautionne des injustices patentées à l'envers des femmes. Il paraît que cela fait partie de la diversité, peut-être même de la cohésion de ce pays, de systématiquement le progrès en faveur des femmes – et donc en faveur de la société toute entière.

Si dès lors, des demandes faites par la gauche et par la droite se bloquent mutuellement, nous avons besoin de forces raisonnables, des forces qui travaillent activement à la recherche de solutions telles que le PBD. Si des hommes à la mentalité poussiéreuse et des femmes conservatrices ignorent les besoins d'une société moderne, nous avons besoin de progrès « bourgeois », d'un progrès du bon sens tel que le représente le PBD.

Et en effet, on semble peu à peu reconnaître que ce sont la raison et les compromis qui ont formé et ont fait prospérer ce pays – et non la polarisation et l'isolation. On a même pu lire, il y a quelques semaines, qu'il faudrait prendre soin du centre pragmatique et garant d'un politique qui jette des ponts au lieu de conduire dans l'impasse.

Progrès bourgeois : cela signifie des solutions de bon sens et non des idéologies rigides. Ceux qui se cachent derrière des positions idéologiques en deviennent sujets très vite. Mais nous autres Suisses, c'est bien connu, nous ne voulons être le sujet de personne – même pas des idéologies. Or, il n'est jamais arrivé que quelqu'un devienne le sujet de son pragmatisme ou de sa raison...

Si ce constat se répand, si le désir d'un centre bourgeois et progressiste grandit, cela conduira, tout simplement, à une redécouverte du PBD. Car c'est nous qui – manifestement – nous engageons pour le progrès bourgeois et c'est notre politique qui – manifestement – est la plus proche des attentes de la population.

Il pourrait donc valoir le coup de rester encore un peu. Car au final c'est bien pour cela que nous sommes venus. Venus pour rester.